

*Le budget—M. McCrossan*

devons rajuster notre politique pour mettre l'accent sur l'efficacité de l'aide plutôt que sur les bénéfices qu'en retirent les entreprises canadiennes.

Ce qui me trouble dans le budget et dans l'attitude du gouvernement en matière d'aide au développement, c'est que celui-ci continue de repousser l'objectif du 0,5 p. 100 du PNB. En d'autres mots, le gouvernement continue de repousser le moment où le Canada atteindra un objectif reconnu internationalement, allant même jusqu'à réduire de 150 millions de dollars les dépenses prévues au titre de l'aide officielle au développement. Selon moi, c'est là la preuve que cette forme d'aide ne reçoit pas le degré de priorité qu'elle mérite.

• (1620)

**M. W. Paul McCrossan (York-Scarborough):** Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je prends part au débat sur le budget qui est le troisième budget complet présenté par le ministre des Finances (M. Wilson) et en fait, son quatrième grand exposé économique si l'on compte celui de l'automne 1984.

Il apparaît clairement que le ministre des Finances a entrepris une restructuration majeure de l'économie et des systèmes sociaux dont les régimes de pensions, et qu'il a amorcé une réforme en profondeur du régime fiscal dont le budget ne nous donne qu'un avant-goût.

Je débiterai en passant en revue les succès remportés par le ministre depuis le début de son mandat parce que je crois que l'histoire se souviendra de lui comme de l'un des meilleurs, sinon le meilleur, ministres des Finances qu'ait connus le Canada. Vu la situation à son arrivée au pouvoir, et vu l'état désastreux et chaotique de notre économie en 1982, 1983 et 1984, le revirement est vraiment remarquable.

Depuis la nomination du ministre des Finances en septembre 1984, le taux de croissance de l'emploi au Canada a été d'environ 2,5 p. 100. Les gens ont du mal à se rendre compte de ce que cela représente. Ce pourcentage nous place au premier rang mondial par rapport à tous les grands pays membres de l'OCDE au chapitre de la croissance de l'emploi. Quelque 700 000 emplois ont été créés au Canada depuis l'avènement au pouvoir de notre gouvernement.

Pour donner une idée de l'importance de ce chiffre, en 1986 seulement, on a créé plus d'emplois au Canada que dans tous les pays de l'Europe de l'Ouest mis ensemble, pays dont l'importance démographique est bien entendu maintes fois supérieure à la nôtre. Je reconnais toutefois que ces emplois n'ont pas été répartis uniformément dans le pays. Ma circonscription notamment en a bénéficié, mais je me souviens bien que, en 1982, j'étais sollicité par des électeurs qui avaient perdu leur emploi ou étaient sur le point de perdre leur maison à cause des taux d'intérêt élevés. Les gens étaient tout à fait déprimés et découragés d'avoir été licenciés ou de se voir obligés d'assumer des taux d'intérêt qui augmentaient rapidement.

Ces jours-ci, la région de York-Scarborough est en plein essor. Le taux de chômage dans notre région est le plus faible du pays et l'expansion de l'emploi, des mises en chantier, et de la population est la plus rapide. Il est manifeste que ces programmes donnent des résultats favorables dans le reste du pays car la situation de l'emploi continue de s'améliorer. Ainsi, au cours des deux premiers mois de l'année, quelque 30 000

emplois ont été créés dans le Québec, et surtout à Montréal. Cette ville commence à ressentir les avantages des mesures prises par le ministre des Finances.

J'ai parlé des taux d'intérêt des hypothèques. Ceux-ci ont en général baissé plus rapidement au Canada depuis septembre 1984 que n'importe où ailleurs dans le monde. Il est important de reconnaître que le taux préférentiel a presque atteint son cours le plus bas depuis dix ans. Il est maintenant possible d'obtenir une hypothèque avec un taux d'intérêt à un seul chiffre.

Je me rappelle l'achat de ma maison en 1970. Je payais alors 10,25 p. 100 pour une hypothèque sur cinq ans. Les taux d'intérêt sont maintenant inférieurs. Ils ne sont plus qu'à un chiffre. En fait, les personnes qui veulent des hypothèques à court terme peuvent maintenant obtenir un taux d'intérêt d'un peu plus de 8 p. 100.

Comparons cette situation au chaos qu'avait entraîné la politique du gouvernement précédent sous lequel les taux d'intérêt hypothécaires ont atteint 22 p. 100. Je me rappelle avoir été invité par tous les membres d'une association de condominium à visiter leurs maisons et à leur dire quoi faire de leur hypothèque et comment établir leurs plans financiers personnels pour éviter de perdre leur maison.

Cependant, les choses ont changé en cinq ans de façon spectaculaire. Il est évident que les taux d'intérêt pour les placements de 90 jours ont atteint leur plus bas cours depuis dix ans. Le taux d'intérêt des cartes de crédit a commencé à baisser. Si le ministre des Finances n'avait pas créé un climat où le loyer de l'argent a faibli, le taux d'intérêt des cartes de crédit ne suivrait pas la même tendance. Il est certain que ces deux ou trois dernières semaines, nous avons vu toutes les grandes banques s'aligner et réduire de près de 3 p. 100 les taux d'intérêt des cartes de crédit. C'est une baisse énorme et le mérite en revient à la situation économique.

Nous pourrions étudier n'importe quel indice économique, mais prenons le dollar. Il a commencé à baisser peu après 1976. À ce moment, sa valeur dépassait nettement celle du dollar américain. Il est descendu en dents de scie pour atteindre un creux de 71,5c. juste avant les dernières élections. Il ne fait aucun doute que cela n'a pas été une mince affaire de redresser le dollar, mais il frôle maintenant les 77c. L'appréciation de notre devise représente une énorme hausse du pouvoir d'achat de nos concitoyens qui achètent des produits alimentaires américains ou qui passent leurs vacances aux États-Unis. C'est certes très avantageux en tout cas pour des gens comme ma mère qui ont du mal à supporter nos rudes hivers à cause de leur état de santé. Voilà un progrès économique important pour nos concitoyens.

A 3.3 p. 100, la croissance économique du Canada a dépassé celle de tous les grands pays en 1986. En termes réels depuis 1984, seul le Japon nous donne le pion à ce chapitre. Nous reconnaissons pour la plupart, que le Japon est le miracle économique du monde, un miracle qui s'est confirmé au cours des années 80. Mais combien d'entre nous savent que nous sommes au coude à coude avec ce pays depuis les dernières élections, que nous l'avons en fait dépassé l'an dernier pour accéder au premier rang mondial?